



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE de SERVICES

Règlement de la consultation

Date limite de remise des offres

Date : 15 février 2017

Heure : 12h00

Pouvoir adjudicateur

Musée National du Sport

Adresse : boulevard des jardiniers Stade Allianz Riviera CS43152 06203 Nice Cedex 3

Téléphone : 04 89 22 44 00

Courriel : marche@museedusport.fr

Procédure de passation

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Objet du marché

Contrat unique de fourniture d'électricité pour le Musée national du sport- *MNS 17-001*

ARTICLE 1: POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est le Musée national du sport bvd des jardiniers Stade allianz Riviera CS 43152 06203 NICE CEDEX 3.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture d'électricité pour le site du Musée national du sport.

Le cahier des clauses particulières (CCP) précise la description des prestations et leurs spécifications techniques ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

ARTICLE 3: MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé par voie de procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : FORME DU MARCHE

Compte tenu de l'homogénéité des prestations, le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est conclu à compter pour une durée de 10 mois à compter du 1er mars 2017 à 00h00. Il prendra fin le 31 décembre 2017 à 24h59.

ARTICLE 6 : LIEU DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les prestations seront réalisées sur le site du Musée national du sport STADE ALLIANZ RIVIERA 062033 à Nice.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU MARCHE

7.1 Date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 1er mars 2017.

7.2 Langue

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

7.3 Caution et garantie exigées

Aucune caution ou garantie particulière n'est exigée.

7.4 Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture par

!Etablissement public du musée national du sport.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestr de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

7.5 Avance

Les conditions de versement de l'avance sont fixées à l'article 6.1 du CCP.

7.6 Modalités essentielles de financement

Les prestations sont payées sur le budget de !Etablissement public du musée national du sport.

7.7 Moyen retenu pour le paiement

Le paiement des factures est effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal.

7.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 15 jours à compter de la date limite de réception des offres.

7.9 Groupement

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée, mais en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 8 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 9: CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE)
- annexe n° 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP)
- cahier technique

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement en se connectant sur le profil acheteur de l'Établissement public du musée national du sport à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ou sur le site du musée national du sport :

<https://www.museedusport.fr>

ARTICLE 10: ATTRIBUTION DU MARCHE

10.1 Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

10.2 Examen des candidatures

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les candidatures qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché.

10.3 Examen des offres

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article 59 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Toutefois, en application du même article, les candidats ayant remis une offre irrégulière pourront, le cas échéant, être invités à régulariser leur offre dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient

pas anormalement basses ; la régularisation des offres irrégulières ne peut, en application de l'article 59-IV du même décret, avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de celles-ci.

10.4 Négociations

Le musée classera les offres initiales au regard des critères annoncés à l'article 10.5 ci- dessous .

Il se réserve la faculté de ne pas engager de négociations. Le cas échéant, les négociations seront engagées avec les deux candidats les mieux classés. Le musée contactera par courriel à l'adresse indiquée à l'article 1 de l'acte d'engagement les candidats pour leur proposer, soit une négociation écrite par échange de courriels, soit une date et une heure de rendez-vous.

Les candidats sont invités à indiquer dans leur offre le nom et les coordonnées de la personne que l'Établissement public pourra contacter pour les négociations.

10.5 Critères de jugement des offres

Ce marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères ci-après énoncés et de leur pondération :

Critères	Pondération
Critère 1 : Prix des prestations,	95 points
Critère 2 : Valeur technique de l'offre	5 points

La somme des notes obtenues par le candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note totale sur 100 points la plus élevée est retenue.

ARTICLE 11: CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DOCUMENTS À PRODUIRE

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements mentionnés ci-dessous.

11.1 Documents constituant la candidature du candidat

1 / Une lettre de candidature (formulaire DC1)	
	<p>Dans le formulaire DC1, le candidat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - précise s'il se présente seul ou sous la forme de groupement d'opérateurs économiques - atteste sur l'honneur qu'il ne rentre pas dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
	Le formulaire DC1 est disponible sur le site du Ministère des Finances à l'adresse http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-candidat
	Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1, il devra produire une attestation sur l'honneur datée et signée par laquelle il déclare ne faire l'objet d'aucune des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
2 / Un document attestant que la personne signataire des documents transmis est habilitée à engager sa société (extrait Kbis ou pouvoir par exemple)	
3 / Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2)	
	<p>Dans le formulaire DC2, le candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renseigne le chiffre d'affaires HT des trois derniers exercices disponibles - indique s'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, auquel cas il joint la copie du jugement correspondant
	Le formulaire DC2 est disponible sur le site du ministère des finances à l'adresse http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-candidat
4 / Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	
5 / Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché	
6 / Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	

Il est rappelé qu'en application de l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Par ailleurs, et conformément aux dispositions de l'article 49 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat peut, s'il le souhaite, présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME).

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera invité à produire les documents permettant de vérifier qu'il n'est dans aucun cas d'interdiction de soumissionner, conformément à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et sous réserve de l'article 53 du même décret.

1.1 2 Documents constituant l'offre du candidat

Les candidats devront remettre les éléments suivants :

- l'acte d'engagement signé par le titulaire
- l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) n° 660 du 2 janvier 2017
- le mémoire technique détaillant l'offre

ARTICLE 12 : CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Sous réserve des conditions mentionnées ci-dessous, les offres peuvent être envoyées soit sur support papier, soit transmises par voie électronique.

Les offres seront obligatoirement rédigées en langue française.

2.1 Remise des offres sur support papier

Les offres sur support papier seront remises sous une seule enveloppe cachetée du lundi au vendredi entre 11 heures et 17 heures, soit sur place contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal à l'adresse

dessous:

Musée national du sport
bvd des jardiniers
Stade allianz Riviera
CS 43152
06203 NICE CEDEX 3.

L'enveloppe portera, outre l'adresse ci-dessus, la mention suivante en haut à gauche :

« **Marché achat d'électricité** » - **NE PAS OUVRIR** »

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées dans l'avis d'appel à concurrence et sur la page de garde du présent document.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les date et heure limites ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus; ils seront retournés à leur auteur.

12.2 Remise des offres par voie électronique

La transmission de l'offre par voie électronique se fera à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

De la même manière que l'offre remise sur support physique, l'offre dématérialisée devra être reçue par l'Etablissement public avant la date et l'heure fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou électronique. La remise de cette copie de sauvegarde se fera dans les conditions énumérées à l'article 11.1 ci-dessus. Elle devra en outre porter la mention « **Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde** ».

La signature par les candidats des offres remises par voie électronique n'est pas exigée.

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme marches-publics.gouv.fr.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Un autotest est accessible depuis l'espace privatif de chaque entreprise sur la plate-forme. Le support téléphonique de la plate-forme n'intervient plus dans l'heure précédant la date limite de dépôt.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

ARTICLE 13: DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES PAR LES CANDIDATS

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires peuvent le faire uniquement par le biais du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS APPORTÉES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les candidats seront avisés des résultats de la consultation, conformément à l'article 99 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.